À qui de droit,

Moi, _____, employé.e de l'Institut national de psychiatrie légale Philippe-Pinel est profondément inquiet.e pour ma sécurité et celle de mes collègues. En effet, je remarque dans les dernières semaines une recrudescence des agirs violents chez notre clientèle. Cela fait des mois que nous décrions le manque de ressources, mais encore plus le manque de support de l'organisation. Nous craignons pour la sécurité de la clientèle, de leurs familles, de la population et de celle des employés.

La dernière semaine fut particulièrement éprouvante au point de vue de la santé et de la sécurité du milieu. En voici un aperçu :

Le jeudi 6 juillet : deux agressions violentes distinctes qui ont mené à deux transports d'employés en ambulance en moins de 4 heures. Le soir même, on arrivait à déjouer un complot d'évasion entre deux jeunes de l'unité des adolescents. C'est un complot qui planifiait aussi des meurtres si jamais quelqu'un se mettait sur leur chemin.

Le vendredi 7 juillet : intervention bouclier auprès d'un patient en totale désorganisation. Ce type d'intervention survient quand il y a un risque sérieux pour la santé et la sécurité du patient et/ou intervenant.

Le samedi 8 juillet : un patient en a agressé un autre sur le terrain de l'Institut alors qu'il se trouvait en sortie. Sortie non supervisée que l'employeur qualifie d'activité de réinsertion sociale structurée.

Je tiens à rappeler que sur le terrain de l'Institut, aucun garde n'est présent, donc les familles circulent parfois avec des enfants, les employés prennent leurs pauses et nous ne sommes pas tous formés pour travailler avec la clientèle.

Le lundi 10 juillet : une autre intervention bouclier, sur une unité de vie, a eu lieu en matinée. Ajoutons à cela une désorganisation majeure dans une unité d'admission qui a nécessité 3 intervenants spécialisés en pacification et sécurité (ISPS) du Centre de Prévention des Urgences.

Le mardi 11 juillet : une agression par un patient sur une infirmière qui était en service privé auprès de celui-ci. Cette dernière a dû être transportée à l'urgence.

Le tout sans compter les interventions de routine qui ont créé des blessures chez certains employés et/ou patients. Ce risque d'agression est augmenté par le fait que l'employeur ne respecte pas ses propres protocoles sécuritaires et laisse les équipes travailler sous les minimums requis. Nous ne sommes plus en mesure de faire de la prévention comme il se doit à cause des bévues du système.

En tant que travailleur.euse de l'Institut, je suis inquiet.e de constater que les patients rentrent de sorties sous l'influence de substances, ils consomment à l'extérieur, rentrent des drogues sur les départements, ressortent rapidement malgré leurs agirs, et plusieurs sont en fugue. On rapporte pas moins de 5 fugues de patients dans le dernier mois.

La direction demeure muette et offre peu de support.

Une trentaine d'agressions de toutes sortes ont été répertoriées dans le dernier mois.

Nous avons 126 arrêts de travail au sein de nos équipes (toutes raisons confondues). Je tiens à souligner que nous sommes 840 syndiqués avec le SCFP 2960 et que cela représente 15 % des employés qui n'offrent pas de service. Comment croyez-vous que cela affecte la main-d'œuvre ??

L'inquiétude que nous vivons face à la minimisation de la sécurité a été nommée à notre directrice générale en Conseil d'Administration, et ce, à plusieurs reprises. Chaque fois, les réponses plaquées, rassurantes pour les membres du CA nous sont servies.

On *patche*, on palie et on continue de tout faire pour que la clientèle reçoive les meilleurs soins qu'elle mérite, mais nous sommes épuisés. L'un des facteurs contribuant est le Temps supplémentaire obligatoire déguisé par l'organisation.

Bien que j'observe une augmentation des plaintes de 800 % à la CNESST, je réalise avec regret que les recommandations datant d'aussi loin que 2018 ne sont toujours pas appliquées en entier. Même les organes gouvernementaux qui sont censés me protéger ne le font pas.

J'aime mon travail, mais je veux pouvoir m'y sentir en sécurité et m'épanouir professionnellement. Or, la direction en place ne semble pas en faire une priorité. Les départs massifs de collègues vers d'autres milieux affaiblissent notre expertise.

Nous vous demandons d'intervenir rapidement et de façon concrète pour éviter l'évitable.

Je crains que la direction en place ne prenne pas assez au sérieux la situation... est-ce que ça va prendre un décès pour que les choses changent ?

S'il vous plaît, appuyez-moi pour qu'un tel drame n'arrive pas.

Titre d'emploi(s) :

Ancienneté :